

GRAND EMPRUNT

"Aix et Marseille en pointe sur l'économie"

Dans le cadre du Grand emprunt, le gouvernement vient d'attribuer le label "Laboratoires d'excellence" à 100 projets. Parmi eux, la création de l'École d'économie d'Aix-Marseille, portée par le Greqam, l'Idep, le Défi et l'Inserm. Explications d'Alain Trannoy, le responsable du projet avec Hubert Stahn.

■ Avec ce projet, quelle sera la place d'Aix-Marseille dans l'enseignement de l'économie ?

L'École d'économie d'Aix-Marseille va compléter les écoles de Paris et de Toulouse, au niveau du master et du doctorat. Aix-Marseille deviendra une référence nationale et internationale, nous retrouvons une position de pointe. Ces dernières années, des étudiants nous avaient quittés, nous espérons inverser ainsi la tendance.

■ Aurez-vous les moyens nécessaires pour réaliser le projet ?

Nous savons que le budget sera important mais il n'est pas encore attribué. Nous espérons qu'il sera à la hauteur. Nous prévoyons la mise en place pour la prochaine rentrée universitaire. L'École sera basée à Aix et à Marseille.

■ Quelle sera votre spécialité ?

Nous travaillerons essentiellement sur les rapports entre la mondialisation et les actions publiques, domaine que nous abordons déjà au sein de nos laboratoires. L'objectif est de répondre à des questions comme l'impact de la mondialisation



Alain Trannoy, responsable du projet de l'École d'économie d'Aix-Marseille.

sur la localisation des activités, sur l'interpénétration des économies, sur l'inégalité de la redistribution des revenus, des biens, de la santé, etc. Nous travaillerons aussi sur la mondialisation et les biens publics globaux : comment les gère-t-on et les protège-t-on au vu du changement climatique, du risque nucléaire, de la transmission des maladies... Dernier point : l'adaptation des politiques publiques à la mondialisation. Comme il n'y a pas encore d'organisation mondiale efficace, c'est plus difficile qu'à l'échelle d'un pays. Nous sommes donc confrontés à une constellation d'États-nation, qu'il convient de coordonner. Il ne faut pas oublier que la mondialisation rend moins légitime l'action de ces États-nation, ce qui n'est pas une bonne chose pour la démocratie : alors qu'il y a plus d'attente de la part des citoyens, il y a moins de faculté de réponse. À nous de relever le défi intellectuel lié à ces sujets.

Propos recueillis par Fred GUILLEDOUX